



OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU

Développer les compétences pour mieux gérer l'eau

RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 9 DECEMBRE 2014

COMPTE-RENDU RÉSUMÉ

Le Conseil d'Administration de l'Office International de l'Eau s'est réuni le 9 décembre 2014 à l'Espace Trinité – 3 rue de la Trinité – 75009 PARIS, sous la présidence de Monsieur Pierre ROUSSEL.

I) APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU 21 MAI 2014

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 21 mai 2014 a été approuvé à l'unanimité.

II) BILAN D'ACTIVITES 2014 – COMPTES PREVISIONNELS 2014

Pour 2014, le CNFME a proposé un catalogue « Eau » de 294 stages, dont 14 nouveaux correspondant à 440 sessions, auxquelles s'ajoutent comme l'an dernier deux modules de formation à distance par internet.

Le catalogue « Déchets et Développement Durable 2014 » a offert 47 stages de formation en 49 sessions; un catalogue spécial « Eau dans l'Industrie » 53 stages en 70 sessions et un nouveau catalogue « Eau en Agriculture » 18 stages en 2014.

Les catalogues ont été adaptés aux sujets émergents et aux demandes des DRH et des stagiaires. Nous avons connu un léger retrait des inscriptions au 1^{er} semestre.

9 « journées de l'OIEau » ont été programmées cette année, mais la participation semble moins importante que les années précédentes.

Un nouveau cahier technique a été publié sur les eaux pluviales.

Les nouvelles plateformes de techniques alternatives de gestion des eaux pluviales sur le site de Limoges au CNFME ont été inaugurées le 23 octobre 2014 à l'occasion de la réunion du Bureau.

Malgré la Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2013-2015, la subvention 2014 de l'ONEMA a connu une très sévère diminution dans le contexte général de réduction des budgets de l'Etat, elle s'est élevée à un total de 4.412.151€ correspondant à 5.968.242€ d'actions statutaires de l'OIEAU pour le soutien aux actions d'information – documentation et pour le soutien à l'activité du SANDRE, à des actions de formation sur les milieux aquatiques, ainsi que les actions internationales financées par la DEB jusqu'en 2012.

Les 60.000€ initialement prévus pour une action sur les fleuves de Guyane n'a pas été confirmée en DM1.

Au niveau européen, les activités des projets sur « l'interface Science Politique (SPI-water) et la diffusion des résultats des recherches sur l'eau vers les acteurs de terrain (Water Diss) sont en voie d'achèvement. Deux projets se poursuivent sur les « Mesures Naturelles de Rétention des Eaux (NWRM) et sur l'innovation dans les marchés publics de l'eau (Water – PIPP), sur financements de la Commission Européenne.

Le CNIDE a développé une nouvelle compétence en matière d'applications pour smartphone (Ma Cons'eau, Aquaveille...).

En ce qui concerne les actions internationales, en 2014 il s'agit surtout de la poursuite des projets pluriannuels déjà engagés en courant et fin 2013, qui ont assuré un quasi plein emploi à la DCI.

Nous pouvons citer, en particulier, l'appui aux Autorités de Bassin Africaines financé par la facilité « Eau » de l'Union Européenne, le projet MED-3 Déchets avec Nice Côte d'Azur, le projet FFEM de protection du Lac Tchad avec la CBLT, un appui à la GIRE au Chili sur le financement de la Banque Mondiale et un projet sur les périmètres d'irrigation en Tunisie conjointement avec SCP sur financement européen, également un appui au centre de formation de l'ONEA au Burkina Faso avec GIZ, et un rapport sur les projets « eau » de la BAfD.

Bien entendu les jumelages européens en Croatie, en Tunisie (Reach) et en Turquie ont représenté une part très significative de notre activité. Le résultat de l'appel d'offre pour un jumelage DCE au Maroc est attendu avec impatience. Le jumelage avec l'Ukraine est bien évidemment en stand-by.

Les actions de coopération décentralisées engagées avec le soutien des Agences de l'Eau se sont également poursuivies avec succès en Afrique, Amérique latine, Asie et Méditerranée, dans le bassin du Mékong avec notamment le succès de l'Atelier des pays du Mékong à Vientiane début octobre et en Chine.

On peut également citer les projets européens en Tunisie avec Louis Berger et le schéma naturel d'assainissement en Algérie avec EGIS.

La coopération Suisse soutient nos interventions en Moldavie et en Asie Centrale sur la GIRE et les systèmes d'informations.

Un appui à la Macédoine est en cours sur financement européen pour l'application de la DCE avec RAMBOLL.

Un projet sur la prévision des crues au Niger conduit avec Deltares est financé par GIZ.

L'OIEau et le RIOB, ainsi que REMOB et CEENBO, ont été sélectionnés par la Commission Européenne pour animer le nouveau projet « Peers Review Mechanism » visant à améliorer les plans de Gestion de Bassin d'application de la directive - cadre.

L'étude préalable de faisabilité d'un futur centre de formation aux métiers de l'eau pour l'état de Sao Paulo au Brésil est terminée, et le projet devrait passer en phase opérationnelle de création dès le 1er semestre 2015.

L'OIEau intervient dans la préparation du processus régional européen au 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau, conjointement avec le PFE, le Danish Water Forum et DHI.

Nous avons été invités aussi à la deuxième réunion de préparation en Corée du 7^{ème} Forum Mondial de l'eau 2015 de Daegu en février 2014.

L'OIEau et le RIOB ont participé à plusieurs manifestations importantes depuis le début de l'année, en particulier la semaine de l'eau de Beyrouth « Le River Symposium 2014 » à Camberra en Australie, la Conférence Européenne sur la restauration des rivières à Vienne en Autriche, le Comité de pilotage du projet « HAI RIVER » à Tianjin, et bien entendu la 4^{ème} Conférence Internationale sur l'Eau en Montagne de Megève début octobre.

La conférence « EURO RIOB 2014 » s'est tenue en novembre à Bucarest.

Une mission a eu lieu fin novembre au Mexique pour faire part des projets d'appui au CEMCAS et au Comité de Bassin de la Vallée de Mexico, ainsi que pour préparer l'Assemblée Générale 2016 du RIOB.

Enfin, le RIOB a été coorganisateur avec le PNUE de la 1ère Conférence Internationale des Organismes de Bassin sur l'environnement qui s'est tenue finalement à Nairobi fin novembre.

Le RIOB s'est fortement impliqué dans le projet ISARM de l'UNESCO, la création d'une plateforme d'organismes de bassin pour l'adaptation au changement climatique avec l'UNECE, ainsi que dans « L'initiative sur la Gouvernance de l'Eau » de l'OCDE.

A ce stade, le budget prévisionnel 2014 s'établit avec beaucoup de prudence à environ 14,364 M€ en recettes et 14.264 M€ en dépenses, dont environ 8.027 M€ pour les frais de personnel.

Le résultat d'exploitation s'établirait à 100.000€ et le résultat net après impôt se situerait aux alentours de 63.000€.

Comme d'habitude, les perspectives de recettes sont estimées encore de façon prudente, afin d'éviter des surprises et en tenant compte des effets que pourrait avoir eu le contexte de crise économique généralisée au niveau de toute l'Union Européenne.

Nous ne connaissons pas encore exactement l'impact du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) en 2014 qui sera inscrit en recette exceptionnelle.

La Trésorerie reste largement positive du fait principalement des avances reçues de l'Union Européenne pour les différents jumelages institutionnels avec les Pays Candidats ou de la zone de voisinage. Elle ne représente cependant au mieux que trois mois de fonctionnement de l'Association et apparaît en légère diminution en moyenne comparée à 2013. Elle devrait encore baisser en début 2015 avec la fin de plusieurs jumelages européens.

Le Conseil d'Administration approuve le bilan d'activités provisoire et les comptes prévisionnels actualisés de 2014. Il se félicite de ce que, malgré les difficultés rencontrées et notamment la diminution sensible de la subvention de l'ONEMA, l'équilibre de l'association ait pu être atteint cette année.

III) PREVISIONS D'ACTIVITES 2015 **COMPTES PREVISIONNELS 2015 - CONVENTION ONEMA**

Le CNFME vient de publier comme les années précédentes ses quatre catalogues de formation professionnelle continue : « Eau », « Environnement – Déchets », « Industrie » et « Agriculture ».

Compte tenu de la relative érosion des inscriptions sur stages-catalogue constaté en 2013 et début 2014, heureusement compensée par un bon niveau de stage à la carte, un effort tout particulier est demandé au service commercial pour intensifier sa prospection tant en France qu'en Europe et à l'International.

Avec la réforme de la formation professionnelle qui tarde à se mettre en place, il faut s'attendre à une année 2015 difficile pour le CNFME.

Rappelons également que le nouveau service commercial doit intervenir pour la promotion des compétences du service « Etudes » lui-même renforcé à Limoges.

A ce jour, la subvention de l'ONEMA pour les actions statutaires de l'Association serait ramenée à 4.097.281€ pour un montant d'activités statutaires de 5.344.406€.

Il s'agit donc d'une chute de plus de 1.000.000€ par rapport à l'aide obtenue en 2013, qui annule complètement l'équivalent du transfert de la DEB/MEDDE opéré vers l'ONEMA pour les actions internationales de l'OIEau.

Il est évident que la situation créée par le retrait significatif du soutien de l'ONEMA depuis deux ans conduit inévitablement à une réduction très significative d'activité et, en particulier, à la non reconduction d'une majorité de CDD arrivés en fin de leur durée, ainsi qu'à l'annulation de certaines actions qui comportaient un pourcentage élevé de coûts externes; la priorité est évidemment à donner à la sauvegarde des emplois en CDI de l'OIEau afin d'éviter un plan social.

En ce qui concerne les actions internationales, en 2015, il s'agit surtout de la poursuite encore heureusement des projets pluriannuels déjà engagés en cours fin 2014, notamment l'appui aux Autorités de Bassin africaines financé par la Facilité « eau » de l'Union Européenne, le FFEM et l'AFD, ainsi que les jumelages européens en Turquie et en Ukraine, et espérons le au Maroc et bien entendu les projets de coopération décentralisée engagés avec les Agences de l'Eau en Afrique, Amérique latine, Asie et Méditerranée, notamment dans le bassin du Mékong et en Chine et avec de nouvelles perspectives au Burkina Faso, en Colombie, Equateur, Mexique et Pérou, notamment.

Nous participons aussi au projet de « Plateforme de Coopération sur l'Eau Europe/ Chine » initiée par l'Union Européenne. Nous attendons les résultats de plusieurs appels d'offres à proposition notamment celui de l'Union Européenne sur l'adaptation au changement climatique en Amérique Latine.

Bien entendu, la préparation du Forum Mondial de l'Eau nécessite un investissement important, tant dans le cadre du processus régional européen, en liaison avec le Danemark, que pour le processus thématique, bien sûr sur la gestion de bassin et la formation professionnelle.

A ce stade et à cette date, nous ne pouvons pas garantir l'équilibre des comptes de l'OIEau en 2015, même au prix d'un important effort commercial pour essayer de compenser la réduction continue du soutien du Gouvernement français via l'ONEMA et l'érosion des formations sur catalogue.

Le budget prévisionnel 2015 s'établit avec beaucoup de prudence à environ 13,465 M€ en recettes, et 13,373 M€ en dépenses, dont environ 7,727 M€ pour les frais de personnel, qui ne sont plus compressibles.

Le résultat d'exploitation s'établirait à quasiment 90.000€ et le résultat net après impôt serait légèrement négatif aux alentours de -37.000€.

Ces perspectives de recettes sont estimées de façon certes prudente, mais vont nécessiter une forte mobilisation de toutes les directions de l'OIEau afin d'éviter des surprises voire des difficultés qui auraient obligatoirement des conséquences désastreuses sur le plan social.

Le Conseil d'Administration a pris connaissance des perspectives d'activités pour l'année 2015.

Il approuve le budget prévisionnel pour l'année prochaine. Il note cependant que le niveau de la subvention de l'ONEMA, cette année encore en légère diminution, ne permettra que d'atteindre un équilibre précaire des comptes 2015, quelques soient les efforts commerciaux entrepris depuis le début 2014 par ailleurs et le non renouvellement des derniers des CDD à leur date d'échéance.

Il remercie la Banque Tarneaud, le Crédit du Nord, la Société Générale et la Banque Nationale de Paris pour leur appui.

Il remercie l'ONEMA pour son soutien continu à un niveau substantiel malgré les réductions budgétaires constatées depuis 2014, qui n'ont pas permis de maintenir la subvention accordée au même niveau qu'initialement prévu en 2013, lors de la signature de la Nouvelle Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2013-2015 entre l'OIEAU et l'ONEMA.

Il souhaite en particulier que la négociation de la nouvelle convention 2016-2018 avec l'ONEMA ou l'Agence Nationale de la Biodiversité ne fragilise pas plus la part du soutien public français aux activités statutaires de l'OIEAU

Il est clair qu'une nouvelle réduction significative de la subvention de l'ONEMA/ANB en 2016 conduira quasi inexorablement à un plan social, notamment au CNIDE à Limoges.

Il se félicite des projets conduits notamment avec l'appui des Agences de l'Eau et pour certains de l'AFD, au Vietnam, au Laos et au Cambodge, au Brésil, en Colombie, au Pérou, en Equateur et sans doute au Mexique, ainsi qu'en Afrique sur les bassins transfrontaliers et en Chine sur la rivière Hai.

Il note le bon fonctionnement de l'OIEAU sur les jumelages européens avec les Pays Candidats, ainsi que dans divers pays de la zone de voisinage de l'UE, au nom du MEDDE et du Ministère de la Santé et avec l'appui en expertise des Agences de l'Eau, notamment du succès obtenu en cette fin d'année au Maroc.

Il remercie également la Coopération Suisse et la GIZ/KfW, ainsi que les régions Ile de France et Limousin et Nice Côte d'Azur pour leur appui à plusieurs projets confiés à l'OIEAU.

IV) NEGOCIATIONS SALARIALES – AUGMENTATIONS DU POINT ET INDIVIDUELLES

Pour 2014, les décisions suivantes ont été prises lors de la Négociation Annuelle Obligatoire (NAO) avec les syndicats:

- Application de la hausse de 1,25% du point d'indice des organismes de formation, appliquée au 1^{er} janvier 2014.
- Des augmentations individuelles pour 1% de la masse salariale appliquées au 1^{er} janvier 2014.

Cela correspond à une augmentation globale en brut annuel chargé supplémentaire en année pleine d'environ 167.000€, en incluant les augmentations dites « automatiques à l'ancienneté ».

Le Conseil d'Administration demande à la Direction de maintenir une vigilance accrue sur l'évolution de la masse salariale, compte tenu de la politique salariale très généreuse engagée depuis 2008 et compte tenu de l'avancée majeure que représente l'accord sur l'intéressement des salariés aux résultats.

Il approuve les provisions passées pour 2015 sur la masse salariale et limitées à raison respectivement de 1% pour la valeur du point et 1% pour les augmentations individualisées.

V) PROJET D'EXTENSION DES LOCAUX A LIMOGES

Lors de l'Assemblée générale 2013, il a été décidé de réaliser simultanément, pour réduire les coûts de gros œuvre, les extensions indispensables du CNIDE et du CNFME à Limoges. Cette variante a été étudiée par le Cabinet d'architectes retenu après mise en concurrence.

L'investissement initial s'élevait à environ 1.200.000€ HT qu'il faut financer par emprunt, en sollicitant l'aide financière ou matérielle du FEDER de la Région Limousin, du Conseil Général de la Haute Vienne et de la Ville de Limoges.

Compte tenu des incertitudes politiques en 2014 et 2015, l'Assemblée Générale 2014 a décidé de différer la réalisation du projet, en attente des élections municipales, départementales et régionales.

Avec les délais pour réaliser les plans d'exécution et lancer les appels d'offres, le chantier ne pourra maintenant pas s'ouvrir avant le printemps 2016.

La Banque Tarneaud propose un prêt sur 15 ans dont il faut finir de négocier le taux. Avec l'arrivée à échéance de plusieurs emprunts, le planning prévu permettrait de lisser les annuités à payer chaque année sans une hausse très significative, si les aides sollicitées des Collectivités territoriales sont bien obtenues à un niveau satisfaisant.

L'espoir de voir le FEDER intervenir en soutien du projet n'a malheureusement pas pu être confirmé.

Le Conseil Général de la Haute Vienne a jusqu'ici refusé son soutien.

Le Conseil d'Administration souhaite la finalisation rapide du projet d'extension du CNIDE et du CNFME à Limoges, nécessité notamment par les activités statutaires, notamment dans le domaine de la gestion des données résultant de l'application de la Directive – Cadre Européenne sur l'Eau et des Directives associées.

Il sollicite à nouveau un appui financier de la Région Limousin, du Conseil Général de la Haute Vienne et de la Ville de Limoges, de façon à ce que l'autofinancement restant à la charge de l'OIEau reste compatible avec ses capacités financières.

Le Conseil d'Administration approuve le projet réduit aujourd'hui retenu et le nouveau plan de financement proposé suite aux dernières négociations (Le FEDER ne pouvant pas être mobilisé) :

Région Limousin : 300.000€ (Confirmé par lettre du Président)
Conseil Général de la Haute Vienne : 150.000€ (Encours de rediscussion)
Ville de Limoges : 75.000€ (Par des travaux d'aménagement)
OIEau (Emprunt à 15 ans et 2,75% à la Banque Tarneaud) 375.000€ arrondi à 400.000€

TOTAL : 900.000€

A ce stade, le Conseil d'Administration, dans le cadre de la délégation donnée par l'Assemblée Générale de Mai 2014, fixe le montant de l'emprunt restant à la charge de l'OIEau à un montant maximum de 400.000€, compte-tenu des imprévus et divers et en fonction du résultat des négociations en cours avec les Autorités Locales du Limousin, afin de ne pas retarder le lancement du chantier dès le début de l'année 2016.

Il donne délégation au Président pour signer le contrat de prêt correspondant. Il pourra subdéléguer sa signature.

VI) QUESTIONS DIVERSES

Le Conseil d'Administration a également examiné les statistiques détaillées d'accès aux sites Internet, qui font apparaître une fréquentation de 8.253.224 visiteurs pour les douze derniers mois sur l'ensemble des rubriques du portail de l'OIEAU, dont plus de 1.245.000 visiteurs pour le site du RIOB et 1.170.000 pour le site Gest'eau animé par l'OIEau,

• CREATION DE QUEBEC'EAU

Le Conseil d'Administration donne son accord à la participation de l'OIEau en tant que membre-Fondateur de l'Association de droit canadien « Quebec'eau » en partenariat privilégié avec Réseau Environnement.

Il donne son accord à l'octroi à cette nouvelle association d'une avance de trésorerie de démarrage de 100.000\$ CN, remboursable sur 5 ans avec un différé d'une première année de lancement.

Il charge le Directeur Général et le Secrétaire Général de négocier les statuts définitifs de cette nouvelle association ainsi que les garanties de l'avance de trésorerie. Le Directeur Général de l'OIEau sera vice-président de cette association.

• CREATION DU CENTRE BRÉSILIEN DE FORMATION AUX METIERS DE L'EAU - HYDRUS

Le Conseil d'Administration donne son accord à la participation de l'OIEau en tant que Membre-Fondateur de l'Association de droit brésilien « Centre brésilien de Formation aux métiers de l'eau » en partenariat avec les Autorités de l'Etat de Sao Paulo et les entreprises brésiliennes du secteur de l'eau concernées.

Il charge le Directeur Général et le Secrétaire Général de négocier les statuts définitifs de cette nouvelle association. Le Directeur Général de l'OIEau sera vice-président de cette association.

Le Conseil d'Administration a de nouveau félicité la Direction et tout le personnel de l'association pour leur travail en 2014, malgré un contexte difficile, et les a encouragés à redoubler leurs efforts pour développer l'activité économique de l'Association en 2015, notamment pour s'adapter à des aides de l'Etat réduites, telles qu'elles sont malheureusement annoncées et une conjoncture défavorable pour la formation professionnelle.

Le Président

P. Roussel